

Lettre ouverte des 14 associations socio-culturelles conventionnées avec la Ville de Toulouse

Association Sportive et Culturelle de Montaudran, Centre culturel des Minimes, Cercle Laïque Jean Chaubet, Collectif Job, Comité de la Terrasse, Comité Sports et Loisirs de Pouvoirville, Foyer d'Éducation Populaire Etienne Billières, MJC Croix-Daurade, MJC Pont des Demoiselles, MJC Ponts Jumeaux, MJC Roguet, MJC Toulouse Ancely, MJC Toulouse Empalot, MJC Toulouse Prévert

Monsieur le Maire,

Nous, associations du secteur socio-culturel conventionnées avec la Ville de Toulouse, avons pris connaissance avec inquiétude de la réduction de 40 % de nos subventions de fonctionnement pour l'année 2025. Cette décision annoncée comme un gel préventif dans un contexte national incertain dans un premier temps (conseil municipal du 28 novembre 2024) se transforme quelques semaines après par une baisse avérée qui met en péril les missions que nous menons au quotidien auprès de la population. Depuis cette annonce, nous avons pu mesurer chacun, chacune l'impact énorme sur nos associations et leur capacité de résistance face à cette situation de crise.

Nous voulons d'abord rappeler que nos actions ne poursuivent pas un objectif de rentabilité financière, mais visent à renforcer le capital culturel, social et éducatif des Toulousaines et Toulousains. En tant qu'associations d'éducation populaire, nous œuvrons pour une société plus solidaire, laïque et inclusive, en offrant à tous et toutes, et en particulier aux publics les plus fragiles, des espaces d'expression, de rencontre, d'apprentissage et de solidarité. Nos actions bénéficient chaque année à des milliers d'habitants et habitantes qui, sans nous, seraient privés de ces services essentiels à leur épanouissement et à leur inclusion dans la société.

Il faut imaginer un monde sans associations pour comprendre combien leur apport à l'économie, à la société et à la démocratie est considérable. Santé, action sociale, culture, éducation, environnement..., les associations assurent des pans entiers de services d'intérêt général, non marchands, auprès d'un large public et dans tous les territoires : un véritable ciment sociétal (Rapport du CESE adopté à l'unanimité en mai 2024 : "Renforcer le financement des associations : une urgence démocratique")

Notre modèle de fonctionnement repose sur un partenariat solide avec les pouvoirs publics, fondé sur la complémentarité et le respect mutuel, dans une démarche de co-construction des politiques publiques. Cependant, la situation actuelle met en péril cet équilibre. Si la baisse annoncée des

subventions venait à se maintenir, nous serions contraints de supprimer des emplois, d'amputer l'offre d'activités et la programmation, au détriment de tous et toutes et en premier lieu des plus vulnérables.

Cette réduction drastique des budgets, venant après plusieurs années d'érosion et une période d'après-crise sanitaire, démotive nos bénévoles et les équipes salariées, et pourrait entraîner la fermeture de structures. Elle nuira à la cohésion sociale, en favorisant un retour à l'individualisme au détriment de la solidarité.

Nous sommes d'autant plus inquiets que tous les acteurs et actrices culturels de la ville sont impactés. En effet, les mesures d'austérité budgétaire concernent aussi les bibliothèques et les centres culturels municipaux, avec des suppressions de postes, la réduction des budgets d'animation et de programmation. Ces décisions impactent gravement l'ensemble des politiques sociales et culturelles menées sur notre territoire.

Ce désengagement soudain n'est cependant pas une fatalité. Il relève de choix politiques, puisque d'autres collectivités ont décidé au contraire de préserver leurs dotations aux associations et aux acteurs culturels.

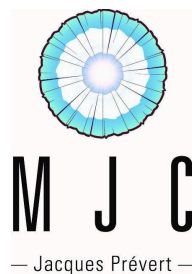
Face à cette situation, nous exprimons notre crainte quant au risque de basculer dans des logiques purement économiques et comptables et vers un modèle d'associations prestataires de services soumises aux seules exigences de rentabilité comme condition de survie.

C'est pourquoi nous demandons à la Collectivité

- De réaffirmer la place centrale des associations comme partenaires de la co-construction des politiques publiques sur son territoire, au service des attentes et des besoins des habitants et habitantes, et notamment des publics les plus fragiles ;
- De réaffirmer son attachement à nos côtés aux principes et valeurs qui sont au cœur de nos projets associatifs et s'inscrivent en toutes lettres dans les conventions qui nous lient : accueil inconditionnel des publics, droits culturels, participation citoyenne des habitants, respect des libertés associatives...

Nous affirmons la nécessité de maintenir, voire de renforcer, les soutiens financiers pour garantir à tous les Toulousains et Toulousaines un accès équitable à des activités sociales, culturelles et éducatives de qualité. L'évolution favorable des finances suite à l'adoption du budget national allège les difficultés des collectivités, notamment la mairie de Toulouse (*voir article La Dépêche du 5 février*), nous demandons donc d'annuler les coupes importantes qui nous sont imposées.

Dans l'attente d'une réponse favorable, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos salutations respectueuses.



Avec le soutien de la Ligue de l'enseignement 31

